

# Cadre stratégique de la Refondation de l'État : L'Avant-projet en validation

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 16 MARS 2022

# 1058

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

50 ans de l'OMVS

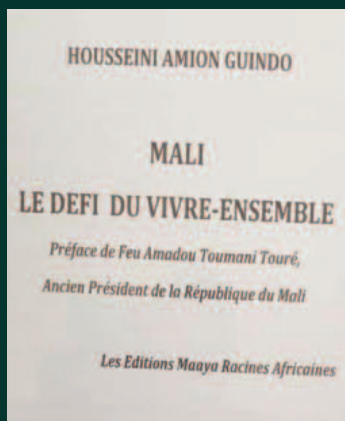
Que de résultats

importants

engrangés!



**Konimba Sidibé** : « Nous voulons faire du M5-RFP une force politique pour la réussite de la Transition et la refondation du Mali de l'après-transition »



**Edition** : Après « Le Peul sans troupeau », Housseini Amion Guindo revient avec un nouvel ouvrage



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**15** Mars  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**916**

Nouveaux cas confirmés

**05**

Nouveaux guéris

**02**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

**05** malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont  
**02** cas graves en soins intensifs  
**31** suivis à domicile

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**30 428**

**Guéris**

**29 585**

**Décès**

**726**

dont 56 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.17



P.24



## / Une /

50 ans de l'OMVS : Que de résultats importants engrangés !

P.5

## / Brèves /

Conquête de Koulouba : Le mouvement Benkan, telle une étoile filante  
Incendie de la Centrale thermique de EDM-SA de Dar-Salam : Le DG rassure la population des mesures pour la fourniture en électricité  
Élargissement des organes de de la Transition : Le CNT dans le viseur de criminels à col-blanc  
Pour maintenir ses formateurs au Mali : L'Union Européenne veut des garanties  
Sanctions contre le Mali : Michelle Bachelet regrette et demande une transition rapide  
Concours d'entrée à la Fonction publique : Le SNJ en voie de résurrection

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.13

## / Actualité /

Cadre stratégique de la Refondation de l'État : L'Avant-projet en validation  
Civils tués au Mali : HRW demande des enquêtes  
Corridor Conakry-Bamako : Plus de 50 camions réceptionnés par la Douane

P.16

P.18

P.19

## / Politique /

Edition : Après « Le Peul sans troupeau », Housseini Amion Guindo revient avec un nouvel ouvrage  
Konimba Sidibé : « Nous voulons faire du M5-RFP une force politique pour la réussite de la Transition et la refondation du Mali de l'après-transition »  
Tiébilé Dramé sur les problèmes du Mali : « Nous sommes là sans diplomatie »  
Action judiciaire contre Dr Bocary treta : Le clan Baber Gano dénonce une justice artisanale

P.21

P.22

P.24

P.25

## / Culture & société /

Mali : Ouverture de la Semaine des Marques ce lundi

P.26

## / International /

Russie : Une militante opposée à la guerre en Ukraine interrompt le principal journal télévisé russe  
Burkina Faso : L'Armée veut rappeler ses retraités mobilisable

P.27

P.28

## / Sport /

Sénégal : Sadio Mané raconte son tir au but décisif en finale de la CAN 2022

P.29

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

**Siège :** Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

**Email :** ampikile@gmail.com

**Site Web :** www.malikile.com

**Contacts :** +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :** .....

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** .....



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## 50 ans de l'OMVS | Que de résultats importants engrangés !

L'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) a célébré, le 11 mars 2022, ses 50 ans à Nouakchott. 50 ans d'existence d'une organisation offre toujours l'occasion de passer au peigne fin les réalisations en vue de se projeter dans l'avenir.

L'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) est une organisation intergouvernementale de développement créée le 11 mars 1972 à Nouakchott par le Mali, la Mauritanie et le Sénégal, en vue de gérer le bassin versant du fleuve Sénégal, qui s'étend sur une surface de 289 000 km<sup>2</sup>.

Les objectifs que s'est assignés l'organisation sont entre autres : de réaliser l'autosuffisance alimentaire pour les populations du bassin et, partant, de la sous-région, sécuriser et améliorer les revenus des populations de la vallée, préserver l'équilibre des écosystèmes dans la sous-région, et, plus particulièrement, dans le bassin, réduire la vulnérabilité des économies des États membres de l'Organisation face aux aléas climatiques, ainsi qu'aux facteurs externes et accélérer le développement économique des États membres.



C'est en responsable visiblement comblé que le Haut-commissaire de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve, Hamed Diane Sé-méga, a pris la parole pour mettre en avant les motivations de la création de l'organisation.

« Nous célébrons les 50 ans de l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal avec une fierté légitime et une foi ardente en l'avenir de cette organisation à nul autre pareil. Citée partout



comme la meilleure référence parmi les organismes de bassin transfrontalier au monde, notre organisation est un facteur de paix, de progrès et d'intégration africaine. Ce n'est pas un jour de bilan, c'est un jour de mémoire. Mémoire de l'acte historique qui a transformé le bassin du fleuve Sénégal en un espace de paix et de progrès. Le mérite revient d'abord aux pères fondateurs de l'organisation des Etats riverains du Sénégal, j'ai nommé feu président Sékou Touré, feu président Modibo Keita, feu président Moctar Ould Dada et feu président Léopold Sédar Senghor », a-t-il rappelé.

Il renchérit en rappelant qu'en mars 1972, un pacte de solidarité légendaire a puisé son ins-

piration dans leur détermination commune à vaincre l'adversité des aléas climatiques en construisant un lien solide autour d'une zone partagée du fleuve Sénégal. Malgré les bourrasques, les vicissitudes de la politique internationale de cette époque, la flamme d'espoir allumée à Labé ne s'est jamais éteinte. Elle fut ravivée le 11 mars 1972 lorsque feu les présidents Moctar Ould Dada, Moussa Traoré et Léopold Sédar Senghor décidaient de porter sur les fonts baptismaux l'organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal. « Ainsi, débuta la formidable aventure de notre organisation commune. Aujourd'hui est donc un jour de commémoration, un jour d'introspection, de réflexion, un jour de projection vers un avenir plus radieux. Le

devoir de mémoire que nous inspire les sapins plantés à Labé par les 4 présidents en ce jour historique de 1968 et qui à ce jour reste vigoureux et droit, exige de nous toujours plus d'engagement pour être à hauteur de la mission de sauvegarde de notre héritage commun. Mais ce que l'OMVS a construit, c'est la paix et c'est la stabilité », a-t-il dit, avant d'inviter l'assistance à une minute de silence pour la mémoire du secrétaire général de l'organisation et pour tous ceux qui ne sont plus de ce bas monde.

■ Ibrahim Sanogo

## ■ Mali Actu



Depuis ce 13 janvier 2022, des camions chargés de clinker ont été autorisés à franchir la frontière Mali-Côte d'Ivoire en direction de Bamako.



## ■ PSG Direct



La famille Mbappé en tribune pour le match de Handball PSG/Nantes.

Kylian Mbappé a été aperçu en fin d'après-midi, hier, en tribunes du stade Pierre-de-Coubertin pour le match de handball entre le PSG et Nantes.

Détails: <https://bit.ly/3pWZZNd>

Kylian Mbappé (au centre) en compagnie de sa mère, Fayza Lamari, à sa gauche, de son petit frère Ethan et d'Elohim Prandi (sur la rangée inférieure).



## ■ Bacary Camara



Sabalibougou en CV du district de Bamako  
Le chantier de la discorde.

En dépit de nombreuses protestations contre la construction pour le moins anarchique de ce chantier situé au milieu d'une voie publique (comme on peut le constater sur cette photo), son acquéreur qui a visiblement choisi la méthode forte, c'est à dire le bâton au lieu de la carotte, ne veut point de solution à l'amiable, ni se laisser émouvoir par les différentes mises en garde, provenant surtout des jeunes regroupés en Association de défense des intérêts

du quartier. De quelles complicités, continue-t-il de bénéficier ? s'interrogent les riverains . Affaire à suivre !  
B.CAMARA/Le Phénix



## ■ PALEN FOOT+



Paul Pogba : "Je suis l'homme le plus chanceux du monde. J'ai un ami chinois, un agent italien, un avocat brésilien, une partenaire bolivienne et je suis moi-même un français d'origine guinéenne. Ma vie entière est un mélange de différentes cultures."



## ■ Bina Sogoba



Info capitale: les terroristes se regroupent vers Marakala. Alerte mes amis après la défaite ils veulent se regrouper pour attaquer ; vers point A.

## Mali Actu



Personne n'en parle plus alors qu'elle figure au nombre des plus grands scandales infrastructurels hérités du régime d'IBK. Il s'agit du tronçon reliant Banconi à la RN1 (route de KAYES) en passant par Safo. Goudronnée de Nossombougou jusqu'aux abords de Dialakorodji, le chantier de cette autre route de l'espoir s'est essoufflé depuis deux ans au point d'être plus préjudiciable à la santé des riverains qu'elle ne s'annonce carrossable. En cause, une gestion catastrophique du marché que les autorités actuelles partagent largement avec les précédentes.



## Youssef Haidara



Les hommes politiques Malien sont à l'image de leurs électeurs. Un menteur devenu homme politique ne serait qu'un politicien menteur. Les urnes doivent être considérés comme des lieux de correction et d'encouragement des bons parcours politiques. Yeah Samake est un homme politique à encourager avec son immense parcours. Le N° 10 de l'arène politique Malienne



## Moussa Baba Coulibaly



Sur quoi pouvons-nous compter demain si aujourd'hui ne donne aucune raison d'espérance ? Tout va de mal en pis.

Je n'ose pas dire ratage mais c'est tout comme. Comment comprendre qu'un reportage sur le CA de l'Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte contre la Pauvreté, fasse l'impasse sur le profil de la pauvreté au Mali ? Qui est pauvre, com... Voir plus

Le prophète Moussa demanda au Seigneur pourquoi n'avait-il pas d'épouse ni enfant.

Le Seigneur lui répondit : avant de te répondre Moussa, voici trois œufs que je te demande de garder pour moi. Le moment venu je les réclamerai.

Moussa rentra chez lui. Au premier jour son enfant commença à pleurer sans arrêt pour avoir un œuf. Voyant que le même n'arrêtait pas de pleurer et craignant qu'il ne tombât malade, Moussa finit par faire cuire un œuf et le lui donnât. C'est ainsi qu'au bout de trois jours, les trois œufs ont été mangés par l'enfant. Après, le Seigneur appela Moussa et lui reclama les œufs qu'il lui avait confiés. Moussa, tout confus, raconta au Seigneur qu'il n'a pas pu résister à la demande de son enfant de manger les œufs.

Le Seigneur lui dit alors. Tu vois Moussa , si j'étais marié et que j'avais des enfants si un enfant se mettait à pleurer et me réclamait de mettre fin au monde, je l'aurais fait".

Sur la question, que dit le Coran ?

"Et ils ont dit: «Le Tout Miséricordieux S'est attribué un enfant!»

Vous avancez certes là une chose abominable!

Peu s'en faut que les cieus ne s'entrouvrent à ces mots, que la terre ne se fende et que les montagnes ne s'écroulent, du fait qu'ils ont attribué un enfant au Tout Miséricordieux, alors qu'il ne convient nullement au Tout Miséricordieux d'avoir un enfant!

Tous ceux qui sont dans les cieus et sur la terre se rendront auprès du Tout Miséricordieux, [sans exception], en serviteurs.

Il les a certes dénombrés et bien comptés.

Et au Jour de la Résurrection, chacun d'eux se rendra seul auprès de Lui. " V88-95/S19

Il ya ceux qui comptent et ceux qui servent les intérêts de ceux qui comptent.

Il n'ya rien de plus absurde que la guerre.

Des innocents tués, des infrastructures détruites et à la fin retour à la table de négociation pour conclure un accord.



## ■ Casimir Sangala



En Afrique, très peu de politiciens aspirent à un mandat local depuis quelques temps. Tout le monde veut être Président.

Casimir Sangala est avec Bintou Sora Doumbia et Actus Apej Kayes

Partenariat avec la JCI

Rencontre ce matin 15 mars 2022 entre la #JCI-Kayes et la Coordination Régionale de l'APEJ-Kayes pour la remise du plan d'actions de la JCI Kayes au titre du mandat 2022. Les échanges ont porté sur le plan d'actions ainsi que le partenariat entre nos deux entités pour booster l'employabilité des jeunes dans la région de Kayes. Jeune, investissons pour votre emploi.



Actus APEJ Sikasso

700 jeunes à placer en apprentissage

La coordination Régionale APEJ Sikasso a pris part à l'atelier de démarrage de l'apprentissage rénové.

Après cette phase 700 jeunes seront mis à la disposition de l'APEJ pour subir la formation en entrepreneuriat, en montage de plan d'affaires et leur orientation vers IMF (Soroyiriwasso, Niesigisso) afin de bénéficier du financement de leurs plans d'affaires.

Jeunes, investissons nous pour votre emploi.



L'Arabie saoudite exécute 81 personnes en une journée pour crimes terroristes.

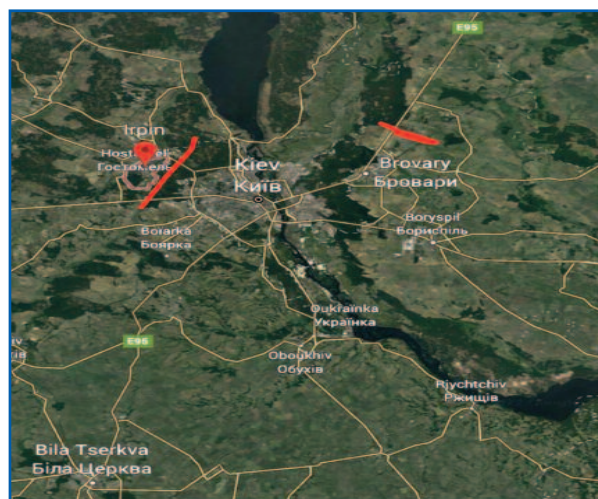
La France qui nous refoule va accueillir 100 000 ukrainiens. Travaillons pour devenir une destination, moins une zone de départ.

Nous sommes dans le précipice de la société du spectacle de Guy Debord : médiatisation à outrance et mises en scène qui inversent le vrai dans le cinéma et l'animation simulés.

## ■ Wassim Nasr



Chers confrères et chers commentateurs, #Kiev n'est pas encerclée... voici en rouge les positions approximatives des forces russes et les axes routiers principaux, sans parler de tous les autres, autour de la capitale de l'Ukraine. Il y a encore du chemin... bcp de chemin...



#Nigéria allégeances depuis 5 régions « Afrique de l'ouest » au nouveau calife de l'EI, Abou al-Hassan. Le nashid est en haoussa.

## ■ Larmes des pauvres



Le succès le plus remarquable réalisé par les @FAMA\_DIRPA au cours de la semaine est celui d'une opération aéro-terrestre impliquant les forces spéciales dans la forêt du Serma ( cercle de #Douentza) ce lundi 14/03.

## ■ Dr Djamilia Ferdjani



Il y a des moments où l'on s'interroge pourquoi on ne s'accomplit pas, pourquoi tout semble obstacle. Il faut profiter de ces moments pour clarifier ses erreurs, ses objectifs et capacités. Se dire que c'est peut-être le passage obligé pour s'ajuster sur le chemin de la réussite.

# L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



## L'INPS au service des assurés sociaux



[www.inps.ml](http://www.inps.ml)



Email : [inps@inps.ml](mailto:inps@inps.ml)



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS\\_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

## Conquête de Koulouba : Le mouvement Benkan, telle une étoile filante



A défaut d'une liquidation pure et simple, le mouvement Benkan, né pour porter la candidature de Seydou Mamadou Coulibaly à la magistrature, a disparu des radars, après six mois de tapage médiatique allant jusqu'à la surinformation sur son président et chacune de ses activités. Et ça n'est pas le fait, selon toute vraisemblance, des seules polémiques, tiraillements et incertitudes autour des schémas d'organisation des futures élections. Et à la différence des états-majors traditionnels où le choix du porte-étendard oppose presque des clans irréconciliables, au mouvement Benkan, la rivalité pour le statut de membres est comment drainé le plus de maliens derrière la cause.

**M**ais qu'est ce qui peut expliquer cette disparition aussi inattendue que prématurée ? De bonne source, le candidat déclaré aurait eu tous les problèmes pour conquérir le cœur et l'esprit des habitants de Markala, sa ville natale. Il semble que le riche homme d'affaires n'est pas assez connu à Markala. Pratiquement 80% des électeurs estimés entre 18 et 45 ans n'avaient jamais vu de leurs yeux Seydou Coulibaly avant le jour où il a nourri l'intention de briguer la magistrature suprême. Or, de cette petite ville, sont nés des grands noms de la scène politique malienne dont Mamadou Igor Diarra, Me Demba Traoré, Yacouba Traoré, Paul Ismaël Boro, pour ne citer que ceux-ci. C'est plutôt en eux que la population de Markala se reconnaît qu'à un Seydou Coulibaly, venu presque de nulle part, à leurs yeux. Après la tentative ratée de Markala, il jette son dévolu sur Ségou. Et là encore, il a buté sur une population qui a mal digéré son choix sur Mopti pour son baptême de feu.

Autre explication apparente : le fait d'avoir misé sur des chevaux perdants, à l'image de Tisserands qui, fatigués de produire de mauvaises étoffes ont abandonnés peignes, fils et pédales pour venir chercher une nouvelle virginité auprès du riche candidat.

Ce n'est pourtant pas les seules explications de sa disparition forcée que d'aucuns assimilent à un retrait de candidature.

Tenez-vous bien. Sans expérience politique, n'ayant jamais été au cœur d'une campagne même pour élire un conseiller municipal, Seydou Coulibaly, de bonnes sources voulait être le candidat d'une de formations politiques les plus structurées et disposant d'une machine électorale

## Incendie de la Centrale thermique de EDM-SA de Dar-Salam : Le DG rassure la population des mesures pour la fourniture en électricité



Le dimanche soir, la Centrale thermique de EDM-sa sise à Dar-Salam a subitement pris feu. Les causes ne sont pas toujours révélées à la population, mais ce lundi 14 mars, le DG de la société a rassuré la population.

**L**e dimanche soir, la population de Dar-Salam a été surprise de voir la Centrale thermique d'électricité de EDM-SA en feu. Ce lundi 14 mars, son DG s'est exprimé sur le sujet, selon lui, la Centrale thermique d'électricité n'a pas été touchée par le feu, mais seulement, c'est des matériels de transformation qui ont été touchés. « Mais avant que les pompiers n'arrivent sur le lieu, deux de nos agents ont essayé d'éteindre le feu et se sont fait blesser. L'un a été conduit à l'hôpital et l'autre est en observation. En ce qui concerne la distribution de l'électricité, il aura une légère perturbation, mais des mesures sont prises pour éviter des coupures », rassure le DG.

Par ailleurs, la période de chaleur arrive à grands pas, considérée comme une période des coupures d'électricité au Mali. Mais, le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Seydou Lamine Traoré, a rassuré la population malienne que le gouvernement fera tout pour pallier ce problème cette année, puisque le pays serait doté de deux grands groupes électrogènes dont la mise en marche finira probablement en 2023. Le ministre table sur fin août pour soulager les populations.

Lansine COULIBALY / Source : LE COMBAT

facile à mettre en marche. Il avait tablé sur l'URD de feu Soumaila Cissé et l'Adema-PASJ. Après des manœuvres et offensives de charme, il finira, du moins presque, par abandonner cette ambition qui tient de plus en plus de l'impossible. Ainsi, telle une étoile volante, le mouvement Benkan a aura disparu avant d'apparaître.

Amidou Keita / Source : Le Témoin

## Élargissement des organes de de la Transition : Le CNT dans le viseur de criminels à col-blanc



Annoncée en conseil des ministres puis consacrée par la relecture de la Charte, l'ouverture du gouvernement et de l'organe législatif de Transition aura attisé les convoitises de bien de prétendants aux fonctions ministériels et parlementaires. Elle pourrait entraîner une infestation de la Transition par des prévaricateurs si l'on n'y prend garde.

Puisque le gouvernement n'est ouvert que pour trois nouveaux entrants, les appétits s'aiguisent particulièrement, depuis l'annonce de son élargissement, pour le Conseil National de Transition, objet de tant de tractations et négociations très intenses. Et chacun y va actuellement de ses visées, stratégies et motivations plus ou moins voilées. Il y a ceux pour qui l'accès à l'organe législatif transitoire tient lieu de précieuse couverture sociale pour ses sessions grassement rémunérées et ceux pour qui le CNT pourrait servir en même temps de refuge inespéré voire une niche de protection contre des ennuis judiciaires éventuels ou imminents.

Il n'est pas surprenant, dès lors, que le moindre siège affecté aux organisations politiques et socioprofessionnelles, entre autres entités éligibles à quelque proportion des 26 sièges à pouvoir, fassent l'objet d'âpres disputes et marchandages. Il nous revient, en effet, que des tractations ont cours aux niveaux de nombreuses formations politiques et organisations de la société civile pressenties pour bénéficier de sièges dont la répartition risque de s'opérer à l'insu de leurs militants. La moisson risque donc de revenir à des prétendants extérieurs aux formations concernées qui, au regard de l'importance de l'enjeu, font des pieds et des mains pour décrocher à tout prix un statut de législateur. Et pour cause, derrière la course effrénée au CNT pourrait se cacher, chez la plupart d'entre eux, une quête d'abri pour dissimuler des casseroles, un paravent pour empêcher la justice de fouiller dans leurs poubelles.

Il revient donc au chef de l'Etat et président de la Transition, signataire de décrets y afférents, de filtrer au maximum l'accès aux fonctions de législateurs ou de membre du gouvernement en le conditionnant à la moralité des membres potentiels, à la virginité de leurs casiers judiciaires ainsi qu'à la levée de toute équivoque sur leur parcours et comportement dans les responsabilités précédemment assumées. Faute de quoi, bonjour la prime à l'impunité et la culture de la légèreté avec le risque de mettre à mal la confiance dont jouissent les autorités de Transition auprès du peuple.

A KEÏTA / Source : Le Témoin

## Pour maintenir ses formateurs au Mali : L'Union Européenne veut des garanties



Au Mali, les Européens voudraient être sûrs que les quelque 16.000 militaires maliens formés par la mission de formation de l'Union Européenne au Mali (EUTM) ne se retrouvent pas un jour sous la direction des instructeurs russes ou du « groupe Wagner ». Une lettre aurait été envoyée par le chef de la diplomatie européenne au ministre des Affaires étrangères maliens dans ce sens pour exiger des conditions.

Selon une source diplomatique européenne, une telle lettre est « par nature confidentielle ». Elle y voit par ailleurs une bonne raison pour ne pas s'attarder sur son contenu, à savoir le fait que « la décision n'est pas encore prise ». D'autres sources recoupées depuis Bruxelles expliquent que le service européen d'action extérieure ne confirme pas le contenu de la lettre de Josep Borrell à Abdoulaye Diop. Par ailleurs, le maintien des deux missions européennes au Mali et surtout de la mission de formation militaire EUTM a toujours été relié par Josep Borrell à la présence des forces Takuba et Barkhane. Selon un conseiller diplomatique auprès de la mission de l'Union Européenne au Mali, cette lettre a été envoyée après le retour de la mission envoyée au Mali pour évaluer le maintien d'ETM, « dans les conditions politiques actuelles ». Mais d'ores et déjà, l'UE compte sur une demande de garanties axée sur l'emploi des forces armées maliennes formées par ses militaires en mission de formation dans le pays.

Il faut noter que les consultations vont bon train entre les pays de l'Union Européenne sur l'opportunité du maintien des missions au Mali.

Source : Financial Afrik

Abonnez vous à votre journal numérique

# Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com  
Site : www.malikile.com

**Sanctions contre le Mali : Michelle Bachelet regrette et demande une transition rapide**



**Haut-commissaire aux droits de l'Homme des Nations Unies, Michelle Bachelet dit regretter l'impact des sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA sur les Maliens ordinaires. Déclaration faite, mardi dernier devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU.**

**P**our Michelle Bachelet, ce sont les civils qui subissent le plus les conséquences de l'embargo imposé au pays. La cheffe des droits de l'Homme de l'ONU regrette aussi la tension persistante entre les autorités de la Transition et plusieurs partenaires régionaux et internationaux. Elle demande au gouvernement de travailler de manière constructive avec lesdits partenaires et faire ainsi avancer les droits des citoyens.

Michelle Bachelet a indiqué qu'il est essentiel d'assurer une transition rapide vers la démocratie et un retour complet à l'ordre constitutionnel. Sur le plan sécuritaire, elle affirme que l'environnement sécuritaire au Mali reste précaire. Cela, dit-elle, en dépit d'une légère réduction du nombre d'incidents sécuritaires.

La patronne du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU fait état de la poursuite des attaques contre les civils, les disparitions forcées et les enlèvements qui ont plus que doublé en 2021. Et l'économie malienne considérablement impactée.

Deux mois après les sanctions contre le Mali par la CEDEAO et l'UEMOA, difficile d'en dire sur les discussions entre les parties. Une mission de la CEDEAO a séjourné à Bamako il y a quelques semaines. Dirigée par l'ex-président nigérian, Goodluck Jonathan, la délégation n'a pas pu trouver un accord avec les autorités du Mali. Le médiateur de la CEDEAO a toutefois indiqué que les échanges ont été fructueux et qu'ils vont se poursuivre. « Les sanctions sur le Mali pourraient à la longue impacter de façon considérable l'économie du pays ». C'est ce qu'affirme l'Économiste, Modibo Mao Makalou. Selon lui, le ratio de 312 milliards que la BCEAO a accordé au Mali ne permettra pas l'approvisionnement des banques maliennes. Par contre, l'expression utilisée pour exprimer la demande des banques commerciales du Mali a été mal comprise faisant croire que le Mali va recevoir 312 milliards alors qu'en réalité, il s'agit des banques commerciales qui ont demandé dans la dernière semaine de février à la BCEAO une somme de 367 milliards pour pouvoir financer

**Concours d'entrée à la Fonction publique : Le SNJ en voie de résurrection**



**P**our faire face à l'insécurité et au terrorisme, le gouvernement de Transition est en passe de ressusciter la formation militaire et civique pour les futurs cadres du pays, à travers le Service National des Jeunes (SNJ).

Pour la mise en œuvre de cette mesure, le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction Civique et de la Construction Citoyenne, Mossa Ag Attaher, et son homologue du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social, Madame Diawara Aoua Paul Diallo, ont d'ores et déjà eu, vendredi dernier, une rencontre de travail.

L'objectif était d'anticiper sur la formation des cadres qui seront retenus à l'issue des concours d'entrée dans la Fonction Publique.

Notre source révèle que dès la proclamation des résultats, les lauréats vont suivre une formation militaire et civique, avant leur déploiement dans les différents services.

Source : L'INDEPENDANT

leurs opérations. Mais, elles n'ont reçu que 312 milliards et c'est ce ratio qui fait 85% de liquidités. Cela veut dire que la BCEAO est en train de rationner l'argent que les banques commerciales doivent recevoir. Selon l'économiste, il y a des difficultés qui vont encore pénaliser les commerçants maliens qui vont importer de même que le citoyen lambda et c'est malheureux. Il demande que ces sanctions soient levées avant le mois de carême sans quoi, dit-il, il y aura beaucoup de difficultés.

Bourama KEITA / Source : LE COMBAT





Office central de Lutte contre  
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et  
des Droits de l'Homme (MJDH)

# APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

## POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/trice sont :

### 1. Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet ;

- Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet ;
- Coordonner l'élaboration ; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI ;
- Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
- Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
- Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
- Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le projet ;
- Participer aux différentes évaluations et études du projet ;
- Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;

### 2. Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet ;

- Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs ;
- Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
- Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires ; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les réglementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds ;
- Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).

### 3. Assurer la Représentation du projet

- Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences ;
- Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet ;
- Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

## QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Économie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur ;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite ;
- Le travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

## CONDITIONS REQUISES

- Connaître l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international ;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs ;
- Maîtriser l'outil informatique

## DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

## OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

## PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI ;
- Un CV actualisé ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- Trois (3) lettres de recommandation ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

## DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique ([louologuem@oclei.ml](mailto:louologuem@oclei.ml)).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

# Cadre stratégique de la Refondation de l'État : L'Avant-projet en validation



**L**e ministre de la Refondation de l'Etat, chargé des Relations avec les Institutions, Ibrahim Ikassa Maiga, a procédé, ce mardi, à l'ouverture de l'atelier de validation de l'Avant-projet du Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat. C'était en présence de ses collègues de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de Mme la ministre déléguée auprès du Premier ministre chargé des Réformes Politiques et Institutionnelles, des représentants de la Primature et du Secrétariat Général du Gouvernement, de certains Services Centraux, des Cellules de Planification et de Statistique et des personnes ressources...

A l'entame de ses propos, le ministre Ibrahim Ikassa Maiga fera savoir que cette activité corrobore, si besoin en était, la volonté délibérée-

ment affichée des Hautes Autorités et du Gouvernement de Transition de traduire en actions les 516 résolutions et recommandations formulées lors des travaux des Assises Nationales de la Refondation (ANR), tenus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire national, avec une participation massive des citoyens maliens à tous les niveaux.

Cet Atelier, a-t-il rappelé, intervient un mois seulement après la remise officielle aux Hautes Autorités de la Transition du Rapport Final des ANR par les organes chargés de la préparation et de l'organisation des Assises Nationales de la Refondation, à savoir les membres du Panel et de la Commission Nationale d'Organisation des ANR, à qui il a rendu un vibrant hommage pour l'immense travail patriotique abattu en si peu de temps, mais

avec professionnalisme et abnégation.

« Je voudrais ainsi les remercier pour la bonne conduite des travaux et, avec eux, les représentants de toutes les structures administratives et de toutes les Forces vives de la Nation, de l'intérieur et de la Diaspora, pour leurs contributions de qualité, toute chose ayant abouti à la formulation des multiples recommandations retenues.

C'est également le lieu d'exprimer ma gratitude à l'ensemble de mes collègues du Gouvernement et à nos collaborateurs respectifs, et plus spécifiquement à mes coéquipiers du Triumvirat, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Colonel Abdoulaye MAÏGA, et Mme Fatoumata Sékou DICKO, Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des Réformes Politiques et



Institutionnelles. Mes sincères remerciements à toutes et à tous pour votre esprit d'équipe et votre dédicace à la cause de la Nation malienne en quête de sa nouvelle voie de Refondation », a indiqué le ministre Maiga.

Situant l'événement dans son contexte, il dira que l'Atelier se veut un cadre d'échanges et de discussions autour de toutes les propositions faites par les Maliennes et les Maliens en vue d'enclencher le processus d'opérationnalisation et de mise en œuvre des actions refondatrices de notre pays, la Refondation de l'Etat étant l'un des sujets majeurs de la Transition politique en cours, et qui focalise toutes les attentions.

Au nom des Hautes Autorités, le ministre Ibrahim Ikassa Maiga a donné la ferme assurance aux Citoyens maliens que leurs propositions pour le changement, telles qu'exprimées au cours de la lutte héroïque du Peuple et lors des différentes étapes des Assises, ne seront pas jetées par-dessus le bord et oubliées pour de bon.

Oui, dira-t-il, « elles seront traduites en véritables actions dans le projet de Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat et serviront à poser les jalons solides de la Refondation de l'Etat à laquelle aspirent tous nos concitoyens en vue de l'avènement d'un Mali bien gouverné,

mieux sécurisé, plus démocratique et stable, d'un Etat prospère, soucieux du vivre-ensemble et respectueux des droits de l'homme et des valeurs socioculturelles ».

Pour le ministre Maiga, les Autorités de Transition actuelles identifieront et mettront en œuvre les actions prioritaires de Refondation pour une Transition réussie, et les pouvoirs subséquents s'attelleront à la réalisation progressive de la vision du changement et de l'édification d'un nouveau système étatique, au cours des années à venir.

Aussi pour garantir le succès de ce programme d'actions, et cela conformément aux attentes du Peuple et à l'engagement des Hautes Autorités de la Transition, un mécanisme indépendant de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des recommandations des Assises travaillera en étroite collaboration avec un dispositif institutionnel de pilotage du Cadre Stratégique de la Refondation de l'Etat.

La mise en œuvre du plan d'actions nécessitera d'une part, selon le ministre, l'implication de toutes les parties prenantes, notamment l'Administration publique, les forces politiques et syndicales, les organisations de la société civile, les légitimités traditionnelles et religieuses, les femmes, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap, les acteurs du pro-

cessus de paix, le Secteur privé et les Maliens établis à l'étranger, etc.

D'autre part, fera-t-il savoir, cette opérationnalisation des actions va requérir la disponibilité des ressources financières provenant du budget de l'Etat, de la contribution des Collectivités territoriales et des appuis des partenaires techniques et financiers. Pour Ibrahim Ikassa Maiga, cet Atelier revêt une importance capitale pour son Département, qui doit très prochainement introduire dans le circuit de travail gouvernemental une Communication écrite relative au Cadre stratégique de la Refondation de l'Etat...

Le Cadre doit aussi passer par les étapes de la Réunion de Coordination des Secrétaires Généraux, d'un Conseil de Cabinet et du Conseil des Ministres. Aussi, dira-t-il à l'intention des participants, que les travaux qui seront conduites sous forme de plénières et de groupes de travail doivent aboutir à des propositions ou reformulations conséquentes permettant au Gouvernement de disposer d'un cadre référentiel en matière de Refondation de l'Etat, afin d'agir avec efficacité et efficience dans l'intérêt supérieur de notre Nation.

■ Yama DIALLO



# Civils tués au Mali : HRW demande des enquêtes

Un rapport de Human Rights Watch (HRW) met en cause les forces armées maliennes (FAMA). L'ONG demande des enquêtes. Au moins 107 civils auraient été exécutés.

**A**u Mali, plusieurs civils auraient été tués par les forces gouvernementales et les groupes armés terroristes. C'est du moins, ce qui ressort du rapport de l'organisation de défense des droits humains Human Rights Watch paru ce mardi (15.03.2022). Il s'agirait de plusieurs dizaines de civils sommairement exécutés dans le centre et le sud-ouest du pays depuis bientôt trois mois. Human Rights Watch exige des enquêtes indépendantes pour faire la lumière sur ces présumés meurtres.

## DES ENFANTS PARMIL LES VICTIMES

Selon Human Rights Watch au moins 107 civils, principalement des commerçants, des chefs de village, des leaders religieux et des enfants auraient été froidement abattus par l'armée malienne et les groupes islamistes

armés depuis décembre 2021 au Mali. "Ce sont des allégations. Parce que Human Rights Watch n'est pas un organe judiciaire, mais plutôt une ONG avec une autre méthode de travail, précisément le travail avec les témoignages", prévient Corinne Dufka, la directrice pour le Sahel de Human Rights Watch. "C'est pour cela que nous avons recommandé au gouvernement malien de mener des enquêtes en profondeur afin d'identifier les auteurs de ces présumés assassinats et établir la véracité des accusations. Nous demandons également aux autorités maliennes d'associer la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et la division des droits de l'homme de la mission de l'Onu au Mali qui sont mandatés pour enquêter sur des allégations d'exactions", ajoute l'experte au nom de HRW.

## DES TÉMOIGNAGES À L'APPUI

Human Rights Watch affirme avoir recueilli au total 49 témoignages autour de huit incidents qui impliqueraient l'armée malienne et les groupes islamistes armés dans le centre et le sud-ouest du pays. Parmi les exactions attribuées à des groupes djihadistes, HRW cite le massacre en décembre 2021 de 32 personnes qui se trouvaient à bord d'un bus reliant Songho à Bandiagara (centre). Un témoin rapporte à l'ONG qu'un groupe de djihadistes a ouvert le feu sur le bus, "qui s'est renversé avant de s'enflammer".

"On a donc parlé avec plusieurs témoins pour chaque incident avec des descriptions à l'appui. Nous avons demandé au gouvernement malien de s'assurer que le droit international humanitaire a été respecté lors des opérations militaires pour des questions de principe. Parce que la loi interdit de tuer des suspects (présumés auteurs) ou des civils lors d'un conflit", insiste encore Corinne Dufka.

Le 11 mars, le ministère de la Défense et des Anciens combattants du Mali avait qualifié de "fake news", ces accusations dont l'objectif est selon lui, de discréditer les FAMA, les (Forces Armées maliennes).

Source : DW



## Corridor Conakry-Bamako : Plus de 50 camions réceptionnés par la Douane

**La Douane malienne a réceptionné, le dimanche dernier, plus de 50 camions d'exportation sur le corridor Conakry-Bamako. Ces camions contenaient du ciment obtenu par calcination d'un mélange d'acide silicique d'alumine, d'oxyde de fer et de chaux.**

**L**e gouvernement de la Transition continue ses démarches pour donner un coup de soulagement à la population dans ce contexte de crises sécuritaire, sanitaire, auxquelles s'ajoute l'embargo de la CEDEAO et de l'UEMOA pour non-respect du délai de la Transition.

Dans toutes les structures de fonctionnement, les activités se poursuivent. Selon la Direction Générale des Douanes, la structure réceptionne plus de 50 camions de Clinker pour la production du ciment au Mali. Au total, 70 camions, dont une cinquantaine contenant du Clinker, constituant du ciment obtenu par calcination d'un mélange d'acide silicique d'alumine, d'oxyde de fer et de chaux, sont réceptionnés par les Douanes maliennes, le dimanche dernier.

Ce convoi fait suite à d'autres de diverses natures venues du Port de Guinée. Le Clinker, produit stratégique pour le Mali, notamment pour soulager le secteur du BTP, est passé par le corridor Conakry-Bamako qui prend de plus en plus du poids grâce à l'engagement des deux pays.

La mise en œuvre des principales recommandations de la rencontre bilatérale entre les administrations douanières du Mali et de la Guinée, les 8 et 9 février dernier, a donné un coup d'accélérateur au volume de trafic entre les deux pays. Suite à une visite de terrain du DG, la Douane malienne a affirmé l'arrivée de plus de 200 camions du Port de Conakry sans embûche.

Dans une courte vidéo, le Directeur Général des Douanes, Amadou Konaté, explique que c'est de faire en sorte que le Port de Conakry, le plus proche du Mali, devienne un bonheur pour toute l'administration douanière. Les opérateurs économiques ne doivent pas hésiter, selon le DG. « Pendant la rencontre bilatérale,

nous avons fait en sorte qu'ils soient avec nous. Des conférences de presse sont organisées. Et cela afin de mettre à l'aise les opérateurs et les rassurer qu'aujourd'hui rien n'empêche qu'ils basculent sur le tronçon Conakry », dit-il. Selon lui, ils sont en train de travailler pour toutes les mesures de facilitation.

À la sortie du territoire guinéen, il y a trois postes de contrôle, sur le territoire malien et deux postes de contrôle. Donc, au-delà de tout ça, les instructions sont en train d'être données au niveau de tous les bureaux pour que les opérations puissent aller très rapidement et au-delà.

Il rassure que d'ici le mois de juin, l'interconnexion de deux systèmes va encore accélérer les procédures et avant le mois de juin, les dé-

marches continuent pour que le Mali soit représenté au Port de Conakry. Il a ajouté que c'est sur cela qu'ils sont en train de travailler pour vraiment rentabiliser et mieux exploiter ce Port. « C'est vraiment qu'on sorte des hésitations. Des échanges continuent avec la République sœur de Guinée afin de renforcer l'axe Conakry-Bamako, par l'affermissement de la coopération douanière et l'utilisation dans les meilleures conditions du corridor naturel de Conakry. L'objectif principal de la présente rencontre est de corriger cette insuffisance pour être en phase avec la volonté affichée des hautes autorités des deux pays à savoir la redynamisation de la coopération bilatérale », dit-il.

Ainsi, soulignons que les efforts sont en train déployés pour faire de ce tronçon, une priorité pour l'opération douanière de la Guinée et le Mali. Ces démarches interviennent après des sanctions infligées contre le Mali à l'issue des sommets extraordinaires de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine, tenus le 9 janvier 2022 à Accra, en République du Ghana, pour non-respect du délai de la transition.

Lassana SOW

Source : LE COMBAT





DIONA DIONA  
**PHOENIX**  
Pour un nouveau souffle de vie



# SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

## Nos services

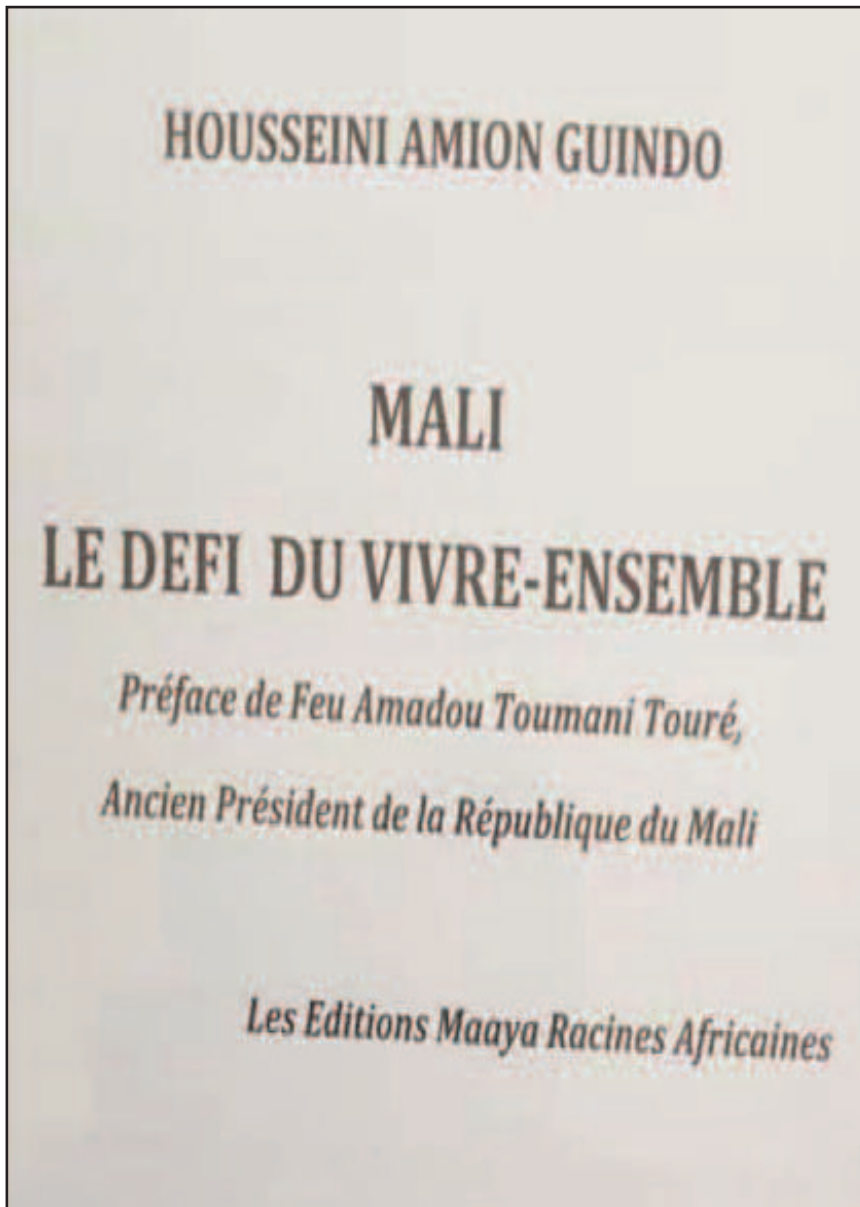
- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

**-25%**  
DE RÉDUCTION  
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

**CONTACTS:**

**+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65**

## Edition : Après « Le Peul sans troupeau », Housseini Amion Guindo revient avec un nouvel ouvrage



■ Le défi du vivre ensemble au Mali », tel est le titre du nouveau livre que l'ancien ministre et Président du parti CODEM (Convergence pour le Développement du Mali), Housseini Amion Guindo s'apprête à nous livrer. Il l'a annoncé ainsi via sa page officielle facebook : « C'est non sans fierté que je vous

annonce la sortie prochaine de mon nouvel ouvrage. Après "Le Peul Sans Troupeau", je viens de finaliser mon second livre qui s'intitule : "Le vivre ensemble au Mali".

Le livre, fera-t-il savoir, traite principalement de sa lecture de la situation sociopolitique au Mali, mais également de l'importance de la

cohésion sociale. « J'y émets des pistes de retrouvailles et de développement pour toute la nation. « En plus d'être ma contribution à la sortie de crise, ce livre est un hommage à l'enfant de Souboubaba, Amadou Toumani Touré, qui avait fait de la cohésion nationale son cheval de bataille et qui, avant son décès, m'avait fait l'honneur en le préfaçant. Je reviendrais très prochainement vers vous pour vous annoncer la date de présentation officielle de l'ouvrage... », écrit-il.

Ce second livre, alliant vision politique et hommage à l'ancien Président ATT, intitulé "Le vivre ensemble au Mali", vient ainsi après un premier ouvrage intitulé « Le Peul sans troupeau », une œuvre qu'il a présentée bréviaire devant constituer une source d'inspiration pour la jeunesse. En effet, « Le Peul sans troupeau » retrace le parcours politique de l'homme, en passant par sa vie d'éducateur en tant qu'enseignant à celle de son enfance, faisant ressortir sa vie d'écolier, débutée dans son village natal à Bama, situé dans le cercle de Koro.

Dans « Le Peul sans troupeau », Housseini Amion Guindo parle également des conditions sociales et économiques dans lesquelles il a grandi. Cela, pour faire comprendre aux électeurs qu'on peut partir de rien pour réussir dans la vie. « Le Peul sans troupeau », c'est aussi une manière pour lui de dépeindre l'environnement auquel il doit ses débuts, marqués d'énormes difficultés dans la vie avant de devenir ce qu'il est aujourd'hui. « Le Peul sans troupeau » rappelle également quelques actions phares de son bilan ministériel, son rêve et son combat pour un Mali nouveau.

De mère peule, dont il doit son surnom "Poulo", l'auteur soutient que durant toute son enfance, il n'y a jamais eu de problème entre Dogons et Peuls, deux peuples qui ont toujours cohabité ensemble. « **Ma philosophie de vie est de servir et non se servir... Les modèles sont ceux qui sont décédés sans laisser un copeck à leurs descendants, mais qui les ont illuminés. Ils ont connu la gloire et la pauvreté** », disait-il au lancement de « Le Peul sans troupeau », non pas sans préciser qu'il ne s'agissait pas d'un bilan, mais d'un récit de vie.

Que nous réserve-t-il dans « Le défi du vivre ensemble au Mali » ? Vivement le lancement de second livre !

■ Yama DIALLO

## Konimba Sidibé : « Nous voulons faire du M5-RFP une force politique pour la réussite de la Transition et la refondation du Mali de l'après-transition »

Pour donner suite à une lettre qui lui a été adressée et dont Konimba Sidibé est l'un des signataires, le Comité Stratégique (CS) du M5-RFP a tenu une réunion le 3 mars dernier. Elle a duré six heures d'affilée. C'est dire si cette lettre qui circule désormais sur les réseaux sociaux comporte de nombreuses préoccupations qui, de l'avis de son co-auteur cité, sont de nature à « affaiblir » cette instance décisionnelle de l'ex-mouvement insurrectionnel toujours présidé par le Premier ministre Choguel Kokalla Maïga. Eu égard à l'importance de l'enjeu, nous avons jugé utile d'approcher l'ancien ministre et non moins ancien député, devenu l'une des têtes pensantes du M5-RFP, pour nous éclairer sur les tenants et aboutissants de ce débat majeur.



**L'indépendant :** D'abord, êtes-vous sorti satisfaits à l'issue des débats sur votre lettre ?

**Konimba Sidibé :** Nous, quatre autres des signataires de cette lettre (l'ancien Premier ministre Modibo Sidibé, et les anciens ministres Mme Sy Kadiatou Sow, Mohamed Ali Bathily et Cheick Oumar Sissoko) et moi-même, ne sommes pas satisfaits car à l'issue des débats, nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions, à savoir prendre des décisions permettant de refaire du M5-RFP une force politique solide capable de jouer un rôle majeur : d'abord dans la pose des piliers de la refondation du Mali pendant la Transition, et ensuite dans l'édification du Mali Kura après la Tran-

sition, cet idéal de Mali qui nous a rassemblé au sein de ce vaste mouvement populaire qui a été un acteur clé de la chute du régime de IBK. Le peuple malien a massivement adhéré à ce projet et s'est fortement mobilisé sous le leadership du M5-RFP pour que la présente transition soit.

Nous avons fait le constat d'une divergence profonde au sein du CS sur ce que doit être désormais le M5-RFP et le rôle qu'il doit jouer.

**L'indépendant :** Quelles sont ces visions différentes du M5-RFP ?

**Konimba Sidibé :** Deux visions :  
Notre vision : nous voulons faire du M5-RFP

non seulement une force politique efficace de veille, de propositions et de soutien aux autorités de Transition pour la réussite de la transition, mais aussi une force politique majeure dans la gouvernance de l'après-transition afin que le Mali Kura, fondé sur une gouvernance vertueuse, de justice et de solidarité soit une réalité. Une transition réussie pour nous c'est une transition de rupture avec les mauvaises pratiques de gouvernance du régime déchu pour poser les bases de la refondation du Mali. L'autre vision au sein du CS est celle d'un M5-RFP caisse de résonance du gouvernement : un M5-RFP abonné à l'applaudimètre, n'interpellant jamais le gouvernement sur rien, implique dans rien de ce que celui-ci fait et tout

ça dans la plus pure tradition du partage du gâteau national du régime déchu.

**L'indépendant : Les débats n'ont donc pas permis de donner des réponses satisfaisantes à vos préoccupations visant à faire du M5-RFP cette force politique que vous voulez. Quelles sont les préoccupations en question et les décisions prises aux termes des débats ?**

**Konimba Sidibé :** Les préoccupations débattues portent sur les dysfonctionnements du CS et l'absence totale de concertation entre lui et le Premier ministre en amont des prises de décisions majeures de gouvernance du pays.

Avec l'accession de son Président au poste de PM, le CS du M5-RFP a rompu avec l'esprit de collégialité, de respect, de volonté de rassembler toutes ses entités autour d'un objectif commun. Il en a résulté des dysfonctionnements qui ont énormément affaibli le M5-RFP. Les faits majeurs à ce niveau sont :

- le renoncement à la recherche du consensus entre les entités membres du CS au profit d'une prise de décision basée sur la majorité mécanique de ceux qui siègent en son sein (les entités n'ont pas le même nombre de représentants au sein du CS). Résultats : des entités ne se reconnaissent pas dans certaines décisions prises par le CS ;
- une présidence paralysante du CS en raison du refus du Premier ministre de céder la présidence du M5-RFP à un autre de ses membres après sa nomination à la primature. Trois bonnes raisons justifient ce changement de Président : d'abord la même personne ne peut pas être à la fois le Chef du gouvernement et Président de l'organe de veille sur l'action de ce gouvernement que nous voulons que le M5-RFP soit ; ensuite l'agenda trop chargé d'un PM ne lui permet de consacrer que très peu de temps à la direction d'un front comme le M5-RFP pendant la Transition et à la préparation de celui-ci pour l'après transition ; aussi, il ne sied pas que le PM prenne en charge le travail politique de préparation du M5-RFP pour l'après-transition il doit se consacrer exclusivement à la réussite de la Transition ; enfin la nature de front du M5-RFP ne permet justement pas ce genre de cumul. Ce refus relève d'une volonté manifeste d'instrumentalisation du M5-RFP à des fins autres que ses

objectifs ;

- la prise par le Président du CS-Premier ministre de décisions relevant du CS qui s'est trouvée devant le fait accompli, bien des fois.

Deux exemples illustratifs parmi tant d'autres :  
- pendant que nous attendions une décision de justice sur la plainte du M5-RFP contre la constitution du CNT, il nous fit comprendre qu'il a décidé d'un règlement politique de cette question. Nous avons catégoriquement rejeté ce choix unilatéral en lui faisant savoir qu'il était plus honorable de retirer purement et simplement notre plainte ;

- la décision du PM de faire de l'actuel siège du chef de file de l'opposition, le siège du M5-RFP dont il prendrait le loyer en charge personnellement (un local ou d'autres entités politiques continueront à être présentes) : le CS avait pris la décision de ne plus dépendre d'aucune entité encore moins d'une personne en ce qui concerne son siège ;

- les insultes proférées de manière répétée sur le groupe WhatsApp du CS du M5-RFP par certains de ses membres à l'encontre d'autres au vu et au su du Président du M5-RFP, Premier ministre, qui n'a jamais daigné les recadrer : pire le PM a clairement dit que les torts sont partagés entre ceux qui insultent et ceux qui sont insultés ;

- les attaques violentes du Premier ministre, Président du CS, contre le Mouvement démocratique de 1991 dont plusieurs dirigeants du M5-RFP ont été des leaders de premier plan ; L'attitude du PM face à ces insultes et ses attaques contre le Mouvement démocratique ont fait de lui le premier responsable de la division au sein du CS du M5-RFP ;

- la prise de parole publique par le porte-parole du CS du M5-RFP pour faire passer son opinion personnelle comme celle du M5-RFP sur des questions non débattues en CS.

En marge de ces dysfonctionnements, le PM a superbement ignoré le CS du M5-RFP dans le processus de prise de décisions majeures de gouvernance dont nous n'avons eu connaissance qu'à travers les médias comme tout le monde. Loin de nous l'idée que le CS doit être le décideur à la place du PM et notre partenaire stratégique de la Transition, mais qu'il soit simplement consulté afin qu'il puisse attirer l'attention sur certains risques et faire, le cas échéant, des propositions constructives. Quoi de plus mobilisateur de sa base politique par un gouvernement que de le consulter de

temps en temps sur les questions essentielles avant toute prise de décision ? Et pourtant bien avant la formation du gouvernement, nous avons convenu de manière consensuelle de la mise en place d'un cadre d'échange entre le CS et le futur Premier ministre issu des rangs du M5-RFP. Il lui a été demandé par le CS de mettre en place ce cadre d'échange en vain. Aux termes des débats, seul un point a fait l'objet d'une décision claire : arrêter les insultes. Mais, malheureusement les insultes ont repris de plus bel à la fin de cette réunion, encore une fois de plus sans recadrage de la part du Président de séance, le PM lui-même. Pour toutes les autres préoccupations, c'est le statu quo puisque le Président de séance n'a pas présenté de synthèse faisant ressortir les suites à leur donner. D'où notre incompréhension de sa déclaration à la presse à sa sortie de la réunion qui fait croire que nous sommes compris et qu'il n'y a plus de problème.

**L'indépendant : Que va-t-il se passer maintenant ? Allez-vous quitter le M5-RFP ?**

**Konimba Sidibé :** Nous ne désespérons pas que le CS finisse par prendre la mesure de l'enjeu pour la réussite de la Transition et la maîtrise de l'après transition, que les conclusions du débat entamé seront tirées et des décisions appropriées prises pour ressouder le M5-RFP et en faire un outil efficace au service de la refondation du Mali.

En ce qui concerne notre sortie du M5-RFP, elle n'est tout simplement pas à l'ordre du jour.

Je voudrais signaler pour terminer, que notre lettre comporte une autre préoccupation importante : l'évaluation périodique par le CS de l'action gouvernementale pour apprécier les progrès faits dans la mise en œuvre de notre feuille de route et faire des recommandations le cas échéant. Ce travail d'évaluation n'a pas été fait une seule fois depuis la nomination du Président du CS au poste de PM, c'est une exigence pour nous pour que le CS contribue à la réussite de la Transition. Cette question a été reportée à une autre réunion du CS.

Propos recueillis par la rédaction  
Source : Indépendant

## Tiébilé Dramé sur les problèmes du Mali : « Nous sommes là sans diplomatie »

« La situation sécuritaire », « l'impact des sanctions : quelles solutions... ? », « les réformes et le chronogramme électoral » et « une transition inclusive ». Le PARENA pose le diagnostic, tout en regrettant qu'aujourd'hui le pays vit « sans document distribué, sans diplomatie, pour parler des vrais problèmes du mali ».



Le PARENA a animé une journée de réflexions et d'échanges sur les problèmes que le Mali traverse, le samedi 12 Mars 2022, ayant réuni les acteurs de la crise malienne. Cette journée fait suite à des propositions pour sortir de l'isolement et de la crise contenues dans un mémorandum intitulé : « se parler, se donner la main et renouer avec nos voisins », que le parti a adressé le 1<sup>er</sup> février 2022, au Président de la Transition, au Premier ministre et au Président du CNT. Il s'agit de forger une convergence de vues autour des solutions raisonnables et réalisables pour mettre fin à la crise, à la souffrance des

Maliens et à l'isolement du Mali.

En effet, le parti du Bélière blanc est parti du constat qu'après deux mois de sanctions, « il n'y a pas encore de solution à l'horizon ». Car « la situation économique continue de se dégrader et les Maliens continuent de souffrir, les espoirs suscités par la dernière mission du Médiateur Goodluck Johnattan (24-25 février 2022) ne se sont pas concrétisés ».

Le PARENA a constaté également que malgré des progrès en matière de sécurisation du territoire noté par l'expert indépendant des Nations-Unies, à l'issue de sa dernière visite au pays, la situation sécuritaire générale du pays

est au centre de toutes les préoccupations. « L'attaque du JNIM, le 4 mars, contre le camp de Mondoro (Douentza), les allégations d'exactions dans le périmètre Dogofry-Diabaly-Nampala et le long de notre frontière avec la Mauritanie, les exécutions sommaires perpétrées par l'EIGS à Tessit (Ansongo) Tamalat et Insinanane (Ménaka) rappellent que la situation reste fragile et requiert la mobilisation générale des énergies de toute la Nation », a souligné le PARENA.

Dans un tel contexte, estime le PARENA, « toutes les parties signataires de l'APR (Accord pour la paix et la réconciliation nationale) doivent observer la plus grande retenue. En paroles et en actes. L'exploration des conditions d'un dialogue avec des djihadistes maliens ne saurait rester un sujet tabou. Plusieurs acteurs de la vie publique sont convaincus que les forces vives ne sauraient rester en marge de la réflexion et de la quête de solutions pour sortir de l'impasse.

En proposant cet espace de réflexions et d'échanges, Tiébilé Dramé et ses hommes entendent permettre aux regroupements et aux partis politiques, aux ONG préoccupées par le processus électoral, aux mouvements signataires de l'APR, aux acteurs de l'économie, aux grandes faïtières de la société civile de se parler et de proposer leurs solutions en se tenant la main.

« Aujourd'hui nous sommes là sans document distribué, sans diplomatie, pour parler des vrais problèmes du Mali », a regretté l'ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Tiébilé Dramé, qui a conduit le processus d'accord de Ouagadougou a invité « les différentes parties signataires de l'Accord à la grande retenue pour la survie du Mali, de retenue en parole, en action », eu égard à la situation sécuritaire du pays.

Alors que le président du Parti Socialiste Yelenkura, Amadou Koïta, au nom du Cadre des partis politiques pour une transition réussie, soutient comme fer que nul ne fera le Mali de demain à la place des Maliens, le porte-parole de la CMA a, quant à lui, martelé : « Quelle que soit la nature des forces sur le territoire malien, elles ne pourront pas sécuriser le pays comme on le souhaite. »

Cyril Adohoun

Source : L'Observatoire



# Action judiciaire contre Dr Bocary treta : Le clan Baber Gano dénonce une justice artisanale

**L**a bataille judiciaire entre Bocari Treta et le Collectif pour la défense des statuts et règlement intérieur du RPM (CDSRI-RPM) rentre dans sa phase décisive. Le clan Baber Gano dénonce une justice partielle et interjette appel du jugement rendu le 2 mars dernier au tribunal de grande instance de la commune II du district de Bamako.

« Nous avons le droit de faire la relecture, nous avons le droit d'analyser le jugement, nous avons le droit de commenter le jugement. Nous respectons le jugement, mais nous n'en sommes pas convaincus. Car, il a choisi un camp sur un autre », déplorent les responsables du Collectif pour la Défense des Statuts et Règlement Intérieur du RPM (CDSRI-RPM). Lesquels ont finalement décidé par interjeter Appel du jugement.

Rappelons qu'ils avaient intenté une action judiciaire contre Dr. Bocary Tréta, le 11 janvier 2022, devant le tribunal de la Commune II aux fins d'annulation la résolution générale issue du comité central des 28 et 29 décembre 2021 et de la recommandation adressée au président du parti.

Me Baber Gano, Mamadou Diarrassouba, Moussa Timbiné, Mahamane Baby, Siaka Bataouta Bagayago et Mme Belco Samassékou sont à l'origine de cette action judiciaire contre le futur candidat déclaré des Tisserands, Dr. Bocary Treta, à la prochaine élection présidentielle.

La conférence de presse du CDSRI-RPM, tenue le jeudi 10 mars 2022, au siège du parti à Torokorobougou en Commune V avait pour but de clarifier le dossier de l'audience publique ordinaire tenue le 02 mars 2022, au tribunal de grande instance de la Commune II du District de Bamako, sous la présidence de Mme Elkhairou Niaré Samaké.

Non satisfaits du jugement rendu, lequel, pour eux, relève de l'analyse juridique incomplète de Mme la juge, les conférenciers ont informé l'opinion publique qu'ils ont décidé de remonter le dossier au niveau de la Cour d'Appel de Bamako pour la manifestation de la vérité.

Me Baber Gano

A la tête des requérants, Me Baber Gano a pré-



cisé que ce jugement est partiel dans la mesure où il a favorisé un camp sur un autre. Selon lui, le souci d'un juge, c'est d'abord l'équité entre les parties, et surtout la recherche de la vérité et le rétablissement du droit. « Nous avons avancé des arguments dans notre assignation, les moyens de droit sont pertinents, mais le jugement qui a été rendu, ne satisfait pas », a-t-il affirmé.

« Le dossier va être remonté avec les mêmes mains, les mêmes moyens, les mêmes conclusions, les mêmes pièces du dossier sans aucun nouvel élément ; rien que ce que les statuts ont dit. Et les moyens que nous avons soumis au juge ne seront pas changés », poursuit-il.

Et d'ajouter : « Les motivations que Mme la juge a prises sont fondées sur nos propres arguments. Maintenant, on va jusqu'au bout de l'analyse pour qu'elle soit achevée, parce que l'analyse juridique est incomplète. On ne peut pas dire un motif de l'article 32, et ne pas dire que le bureau politique national, aujourd'hui n'est pas opérationnel. Quand on dit que le BPN ne fonctionne plus, ça vaut pour tout le monde. Donc du coup, ces deux décisions ne collent pas ».

Au titre de la résolution générale et des recommandations spéciales au président du parti, le collectif pour l'annulation pure et simple de la désignation du parti, Dr. Tréta, comme candidat naturel à la prochaine élection pré-

sidentielle en violation flagrante des articles 78,79 et 80 des statuts du RPM, sans congrès, sans commission d'investiture et sans appel à candidature.

A ses dires, le quitus accordé au BPN-RPM de procéder au remembrement du bureau politique national, BN-UF RPM et BN-UJRP en dehors du cadre normatif, viole les articles 27 et suivants des statuts.

L'article 105 des statuts, dispose que seul le congrès est habilité à modifier les textes et à renouveler les bureaux.

En guise de complément, l'ancien président de l'Assemblée nationale Moussa Timbiné a fait une longue intervention pour signaler que les requérants ont interjeté Appel de cette décision et espèrent que les conséquences de droit de la fin du mandat du BPN/RPM tirées par le juge seront valables pour tous les membres du BPN et non pour les requérants seulement. « Nous avons un même bureau politique national mis en place le même jour, au même congrès. Nous commençons ensemble et notre mandat prend fin le même jour. Il n'y a pas de discrimination entre nous », a conclu Moussa Timbiné, ancien président de l'Assemblée nationale et Président du bureau national des jeunes.

Sidy Coulibaly

Source : L'Observatoire

## Mali : Ouverture de la Semaine des Marques ce lundi

Le CEMAPI, Centre Malien de Promotion de la Propriété Industrielle, magnifie la Semaine des Marques sous le thème : « Une marque compétitive : un outil de conquête de marchés ».

Une centaine d'entreprises participent à l'événement qui se tient du 14 au 19 mars 2022 à Bamako. A cette occasion, les marques maliennes sont mises à l'honneur afin de montrer aux entreprises publiques l'importance de la marque dans la stratégie commerciale de l'entreprise en tant qu'outil de

communication et de conquête de marchés. À travers cette célébration ; les organisateurs souhaitent distinguer les meilleures marques. Une marque est considérée comme un titre de propriété industrielle autrement dit, la marque est un identifiant utilisé par les différentes entreprises en vue de faire connaître leur produit

ou service auprès d'un public donné. Cette célébration des marques est une première au Mali. Cette initiative est portée par le Ministère de l'Industrie et du Commerce à travers le CEMAPI. "Pour la première fois au Mali, nous avons souhaité dédier une activité économique aux marques maliennes pour tout simplement les célébrer, montrer les efforts que toutes ces entreprises font derrière pour permettre à notre économie de se hisser à ce niveau aujourd'hui" a déclaré la Directrice Générale du CEMAPI Mme Bocoum Fatoumata Siragata Traoré à l'ouverture de l'événement à Bamako.

Kadiatou Camara  
Source : Journal du Mali



## Russie : Une militante opposée à la guerre en Ukraine interrompt le principal journal télévisé russe

Une femme a fait irruption à l'antenne, lundi 13 mars au soir, pendant la diffusion du journal télévisé le plus regardé de Russie, avec une pancarte critiquant l'offensive militaire en Ukraine. Une scène rarissime dans un pays où l'information est strictement contrôlée.

D'après l'ONG de défense des droits des manifestants OVD-Info, cette femme, qui a fait irruption sur le plateau du journal télévisé de la première chaîne russe, s'appelle Marina Ovsianikova. Il s'agit d'une employée de la chaîne. L'ONG a rapporté qu'elle avait été arrêtée et emmenée au commissariat.

La scène s'est produite pendant le principal programme d'information du soir de la plus puissante chaîne télévisée du pays, Pervy Kanal, baptisé « Vremia » (« Le temps »), un rendez-vous quotidien suivi par des millions de Russes depuis l'époque soviétique. Alors que la célèbre présentatrice Ekaterina

Andreïeva est en train de parler, Marina Ovsianikova surgit derrière elle avec une pancarte sur laquelle on peut lire : « Non à la guerre. Ne croyez pas à la propagande. On vous ment, ici ». « Les Russes sont contre la guerre », peut-on encore lire sur la pancarte sur laquelle le drapeau de l'Ukraine et celui de la Russie sont dessinés.

Imperturbable, la présentatrice continue de parler quelques secondes pendant que la protestataire scandie : « Non à la guerre ». Puis la chaîne précipite la diffusion d'un reportage sur les hôpitaux, mettant fin au direct sur le plateau. « Une enquête interne est en train d'être menée » sur cet « incident », a laconi-

quement déclaré Pervy Kanal dans un communiqué.

Selon l'agence de presse Tass, la jeune femme pourrait être poursuivie pour avoir « discrédité l'utilisation des forces armées russes ».

Dans une vidéo enregistrée préalablement et publiée par OVD-Info, Marina Ovsianikova explique que son père étant Ukrainien et sa mère Russe, elle n'arrive pas à voir les deux pays comme ennemis. « Malheureusement, j'ai travaillé pour Pervy Kanal ces dernières années, faisant de la propagande pour le Kremlin. J'en ai très honte aujourd'hui », dit-elle. « J'ai honte d'avoir permis que des mensonges soient diffusés à la télévision, honte d'avoir permis que le peuple russe soit "zombifié" », ajoute-t-elle.

La vidéo s'est propagée comme une traînée de poudre sur les réseaux sociaux, de nombreux internautes saluant le « courage » de cette femme, dans un contexte de brutale répression contre toute forme de dissidence. Dans leur tentative de contrôler toute information au sujet du conflit, les autorités ont bloqué la plupart des médias encore indépendants, ainsi que les principaux réseaux sociaux comme Twitter et Facebook.

Source : RFI



## Burkina Faso : L'Armée veut rappeler ses retraités mobilisables

Au Burkina Faso, le président de la Transition, Paul Henri Sandaogo Damiba, lance une mobilisation des militaires à la retraite. Face à une recrudescence des attaques attribuées aux groupes armés terroristes, le chef de l'État veut renforcer les effectifs. Tous les sous-officiers et militaires du rang partis à la retraite, ces trois dernières années, sont appelés à rejoindre les forces armées jusqu'au 18 mars, au titre de la réserve.



Dans le document daté du 10 mars et signé par lieutenant-colonel Paul Henri Damiba, président du Faso, il est mentionné que cette mobilisation est demandée pour les « besoins de la nation », sans autre précision.

Cette mobilisation concerne les sous-officiers et soldats du rang admis à la retraite au cours des années 2019, 2020 et 2021. Selon un officier, cela concerne quelques centaines de personnes, l'âge pour la retraite dans les catégories visées se situant entre 50 et 57 ans. Postes sédentaires

« On ne peut pas dire combien de personnes vont s'engager pour le moment et leur qualité » dit-il avant d'ajouter que ceux qui sont à la retraite étaient en « fin de potentiel ». Ils pourraient remplacer les plus jeunes dans les casernes, dans les bureaux ou au sein des postes sédentaires qui ne demandent pas d'efforts physiques particuliers, fait savoir notre interlocuteur.

Ce recrutement avait été proposé, depuis 2019, mais certaines inquiétudes sur l'efficacité, la prise en charge et le statut de ces réservistes, en cas de désertion, avaient poussé les autorités à retarder sa mise en œuvre, précise une source au sein de la hiérarchie militaire.

Source : RFI



# Sénégal : Sadio Mané raconte son tir au but décisif en finale de la CAN 2022

Dans un long entretien accordé à France Football, Sadio Mané s'est confié sur le sacre des Lions de la Téranga le 6 février, en finale de la Coupe d'Afrique des nations 2022 (CAN) face à l'Égypte. La pression du tir au but décisif, l'attente de tout un peuple, l'objectif historique d'une nation... L'attaquant de Liverpool dit tout.

Il n'y a plus de malédiction sur le Sénégal. Après deux échecs en finale, les Lions de la Téranga sont bien champions d'Afrique. Le 6 février 2022, en finale de la 33e CAN au stade d'Olembé, au Cameroun, les Sénégalais sont enfin montés sur le toit du continent. Sadio Mané était là bien sûr. Maître à jouer de la sélection d'Aliou Cissé, il a tenu un rôle décisif dans ce sacre. Il est revenu sur ce match à part, entre autres sujets, dans une longue

interview à France Football. Avant de chavirer dans le bonheur, les Sénégalais – et notamment Sadio Mané – sont passés par toutes les émotions face aux Pharaons. À la 7e minute, celui qui porte le n°10 a raté un penalty. Ou plus exactement, Gabaski a repoussé le tir de Mané. Le gardien égyptien, qui avait déjà écœuré les tireurs camerounais en demi-finale, prenait alors un sérieux avantage.

« 17 millions de Sénégalais m'attendaient, me regardaient »

Les deux finalistes n'ayant pu se départager après 120 minutes de jeu, la séance de tirs au but a commencé. Après quatre tirs de chaque côté, Sénégal et Égypte étaient à égalité : trois marqués, un manqué. Mohanad Lasheen, cinquième tireur égyptien, s'est avancé et a buté sur Édouard Mendy. Dès lors, c'était simple : si Sadio Mané marquait le dernier tir au but, le Sénégal était sacré.

« Au moment d'y aller, en regardant au loin le point de penalty, je me suis d'abord dit : "Qu'est-ce que ça va être long comme chemin !" Franchement, j'avoue que j'aurais préféré ne faire que dix mètres avant de tirer. Mais, finalement, ça m'a permis de me calmer petit à petit », confie-t-il à France Football, un mois plus tard.

Sadio Mané poursuit : « Ça se bousculait pourtant beaucoup dans ma tête. Je me disais que 17 millions de Sénégalais m'attendaient, me





regardaient. Ça fait lourd sur les épaules. Je n'avais pas le droit de les décevoir. Je me demandais également comment j'allais tromper ce gardien qui avait arrêté mon penalty quelques minutes plus tôt. Il fallait que je me rattrape absolument. »

### « On l'a fait, on l'a fait, on l'a fait Sadio ! »

L'attaquant de Liverpool avait tiré légèrement côté gauche lors de son penalty raté. Pour ce tir au but, il a failli opter pour le côté droit. « J'ai finalement changé d'avis sur le côté au tout dernier moment, pendant ma course d'élan. Je ne sais pas trop pourquoi. En revanche, j'ai la conviction maintenant que c'était vraiment la frappe la plus importante de ma carrière », explique-t-il.

C'est donc à nouveau sur le côté gauche que Sadio Mané a frappé. Mais cette fois, le Sénégalais a nettement plus croisé son tir. Et Gabaski, qui avait pourtant plongé du bon côté, n'a rien pu faire pour empêcher le ballon de

terminer au fond des filets. Dans un stade largement acquis à la cause des Lions de la Téranga, la Coupe d'Afrique des nations s'est offerte à ces derniers sur ce tir au but historique :

« Cette émotion-là, elle est grandiose. C'est la première fois que cela m'arrive avec une telle intensité. C'était tellement fort que j'ai mis du temps avant de réaliser. Comme si tout s'était bloqué dans ma tête. En voyant le ballon secouer les filets, j'ai eu des sensations que je n'avais jamais connues. D'une force incroyable. Et puis, alors que je planais encore, je me souviens qu'Idrissa "Gana" Gueye est venu pour me serrer dans ses bras en me répétant : "On l'a fait, on l'a fait, on l'a fait, Sadio !" C'était comme dans un rêve. Et je ne voulais surtout pas me réveiller. »

### Les yeux tournés vers la Coupe du monde

À bientôt 30 ans, Sadio Mané mesure l'importance de ce succès pour son pays. Pour lui

aussi, cette CAN 2022 aura toujours une saveur particulière : « J'ai déjà remporté une Ligue des champions et un Mondial des clubs en 2019, un Premier League en 2020... Mais là, ça surpasse tout. Il ne se passe pas une heure sans que j'y repense. Au point que, quand j'appelle encore des amis, je ne peux pas m'empêcher de leur dire : "Hé, mon frère, on a gagné la CAN !" »

Désormais, le champion d'Afrique regarde vers son prochain objectif international : la Coupe du monde 2022, pour laquelle il nourrit de très grandes ambitions. « C'est mon nouveau rêve. Avant ça, il va falloir se qualifier mais j'ai envie de croire en des projets un peu fous et celui qui consiste à remporter le Mondial avec le Sénégal en est un », assure Sadio Mané. Pour être du rendez-vous au Qatar en novembre-décembre 2022, il va déjà falloir arracher sa qualification. Le Sénégal a rendez-vous en barrages (25 et 29 mars) avec une vieille connaissance : l'Égypte.

Source : RFI



## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous maîtriserez votre sujet, vous réaliserez des performances, mais vous ne serez plus certain de vous épanouir dans votre secteur d'activité. Vous creuserez des idées, mais il vous faudra du temps pour définir une nouvelle ligne d'orientation.

Matériellement, tout semblera vous sourire, mais vous culpabiliserez à cause de certains jaloux. Évitez les bras de fer sur des questions financières. Vous aurez mieux à faire pour gagner de l'argent que de perdre votre temps à régler des différends.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Les relations de travail vous donnent des pistes. Vous aimeriez faire une activité valorisante. Saturne en Capricorne impose des concessions ! L'activité peut vous irriter. Une désorganisation règne dans votre service. Elle pénalise votre productivité.

Des accessoires pour un sport ou un voyage créent des dépenses. Malgré des charges importantes, il vous reste des fonds pour exercer vos loisirs. Vous pourriez craquer pour des articles chers. Un peu de culpabilité pourrait suivre après l'achat !



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pourrez compter sur l'appui d'un collègue pour apporter les corrections nécessaires à votre travail. Sur ses conseils, vous allez progresser, tant au niveau de la vitesse d'exécution que sur le plan de la qualité. Vous lui devrez une fière chandelle.

Côté argent, vous passerez à la vitesse supérieure... Changement de poste, création d'entreprise, vous ferez de votre mieux pour accroître votre patrimoine. Sous les bons auspices de la configuration planétaire Lune-Saturne, ça va pulser et payer !



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous évoluez dans un environnement professionnel sain, cependant il se peut que certaines modifications viennent troubler votre routine de travail. Un petit stress commence à monter, vous avez du mal à vous concentrer. Vous êtes nerveux.

Dans la journée, votre banquier peut vous faire la surprise de vous appeler pour vous proposer un placement intéressant. Pour assurer votre avenir, vous sautez sur l'opportunité qui vous est offerte, cela semble être une bonne solution.



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne recherchez pas les honneurs, mais la reconnaissance à sa juste valeur du travail accompli. Or, vous aurez l'occasion de marquer un grand coup et d'avancer. De ce fait, vos attentes seront récompensées, parfois au-delà même de vos espérances.

Du côté de vos sous, si vous n'y prenez garde, vous risquerez fort de réaliser des opérations financières, qui vous feront perdre de l'argent, sans espoir de récupérer votre pécule. Méfiez-vous de certaines affaires juteuses qui s'avèreront foireuses.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Un manque d'autonomie dans votre poste vous incite à partir. Vous désirez prendre le large. Pour postuler ailleurs, vous multipliez les démarches. Pour le moment, vous pouvez avoir une fonction momentanée. Le remplacement d'un collègue est possible.

La prudence s'impose ! Vous devez être regardant sur les prix ! Comparez les tarifs et réfléchissez à vos priorités. Des surprises peuvent arriver. Des factures majorées ou oubliées risquent de se présenter ! De la contrariété survient devant le budget !



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Dans votre milieu professionnel, un bras de fer planétaire éclatera. De votre côté, vous pourrez compter sur les appuis respectifs de la Lune et de Saturne. Néanmoins, le combat sera extrêmement serré. Ami Balance, tablez plutôt sur un match nul...

La conjonction Lune-Saturne annoncera le retour des beaux jours dans vos finances. Vous aurez même l'impression que votre trésorerie sort d'une période hivernale et entame le dégel. Aujourd'hui, pour vos sous, ce sera le printemps avant l'heure...



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Cher ami Scorpion, au bureau, vous n'êtes pas d'humeur à supporter les critiques des uns et des autres, alors vous préférez faire comme si vous n'entendiez rien. Vous restez dans votre bulle. Il ne faut surtout pas venir vous chatouiller.

Un contrat mal négocié ou une dépense d'argent plus importante que prévu, et vos finances crient « au secours » ! Commencez par prendre conscience qu'une gestion cadrée et minutieuse s'impose. Aujourd'hui, il n'y a pas d'autres solutions.



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Plus ambitieux que jamais, vous vous battez pour votre carrière. Rien ne pourra freiner ou arrêter votre élan, votre progression. Votre endurance vous permettra de tenir la longueur. Votre objectif sera de prouver que vous serez la personne indispensable.

Ne souhaitant plus vous laisser faire, vous n'hésitez pas à réclamer votre dû sans aucun scrupule si l'on vous doit de l'argent. Après tout, votre méthode sera la bonne, puisque vous obtiendrez rapidement de bonnes nouvelles à votre demande.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous aimeriez changer d'activité. Il n'est pas trop tard pour amorcer un virage. Privilégiez la réflexion. Gare aux tentations de poste alléchant ! Un collègue pourrait vous aider. Cet appui vous encourage. Mais ne signez pas encore de contrat, attendez.

Les petites dépenses se cumulent aux charges. Vous craquez sur les accessoires. Pensez à faire des économies en rognant sur d'autres frais. En ce moment, votre train de vie est important. Les revenus fondent à vue d'oeil ! Gardez un fond de trésorerie.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Ami Verseau, vous souhaitez effectuer un travail qui puisse servir la collectivité. C'est pourquoi vous pourriez vous tourner vers deux secteurs qui vous tiennent à coeur : le médical et la recherche ! À votre éprouvette ou à votre stéthoscope...

Avec vos économies, vous agirez en adulte ! En la matière, votre adolescence sera derrière vous... Que votre pécule financier provienne de la sueur de votre front ou d'un héritage de votre famille, vous serez autant comptable de vos succès que de vos erreurs.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Certaines personnes pourraient bien vous mettre des bâtons dans les roues, vous devez être prudent. En cas de conflit, cher natif, prenez les dispositions qui s'imposent. Ne tardez pas à réagir. Heureusement, vos initiatives s'avèrent payantes.

Vous êtes inquiet à cause de la situation de vos comptes, il n'y a pas de quoi. Certes, vous manquez d'un peu de recul, mais vous avez largement rattrapé vos erreurs. Ne vous engagez pas avec un nouveau crédit. Pour cela, attendez des jours meilleurs.

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



**Les sanctions anti-français**  
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



**Liberté provisoire**  
pour Oumar Marika  
Que fera le tonitruant  
homme politique ?



1012 **Malikilé**



**De Montargis, Taï à la rencontre**  
de "Sira" à djaz Anka Wuli Mali V"  
"Au sein de la classe, comment dire la loi de la classe"



1013 **Malikilé**



**Operation Kaktoul**  
Du renfort pour le front  
Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



**Après les sanctions CEDEAD-UEMOA**  
Le Mali vers un bras de fer  
ou un compromis ?



1015 **Malikilé**



**Sanctions CEDEAD-UEMOA**  
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



**Sanctions de la CEDEAD contre le Mali**  
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



**Cheouk Koffa Maiga**  
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23